



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition spéciale n° 04 du 22 janvier 2010*

*DELEGATIONS DE SIGNATURE*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 24 janvier 2010

**SOMMAIRE**

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>116</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>116</b>
<b>DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....</b>	<b>116</b>
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières .....	116
Arrêté N° 10.BMSSE.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale ..	116
Arrêté N° 10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires.....	118
Arrêté N°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	124
Arrêté N°10.BMSSE.05 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine.....	126
Arrêté N°10.OSD.01 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle .....	128
Arrêté N°10.OSD.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations.....	130

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**  
**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES**

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières*

**Arrêté N° 10.BMSSE.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique ;  
VU le code de la famille et de l'aide sociale ;  
VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État ;  
VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;  
VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral N° 10.BMSSE.01 du 13 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim et abrogeant la délégation de signature accordée à M. Daniel BOUFFIER comme directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;  
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet de signer, les courriers, arrêtés, décisions, contrats et conventions suivants :

**I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C**

Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985

Octroi des congés suivants :

- congés annuels
- congés de maladie
- congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,
- congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur
- congés pour maternité, paternité ou adoption
- congés parentaux
- congés de formation professionnelle
- congés exceptionnels
- congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs
- congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics

Octroi d'autorisations :

- autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse
- octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel
- octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur
- Détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel
- Mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire
- Imputabilité des accidents de travail au service
- Etablissement des cartes d'identité des fonctionnaires
- Cessation progressive d'activité.

**II. Fonctionnement de la DDCCS**

- Arrêté fixant la composition nominative du Comité Technique Paritaire de la DDCCS
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCCS
- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCCS.

**III. Comité Médical et Commissions de réforme**

- Etablissement de la liste des médecins agréés pour l'examen médical des fonctionnaires
- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État
- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

**IV. Établissements et services sociaux**

- Documents de procédure budgétaire, arrêtés de tarification et approbation des budgets, de leurs annexes et des décisions modificatives des établissements et services sociaux, publics et privés
- Requêtes et mémoires concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale
- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat

- les emprunts dont la durée est supérieure à un an
- les programmes d'investissement et leur plan de financement
- la variation du tableau des effectifs de personnel
- les prévisions annuelles de dépenses et de recettes d'exploitation et leurs révisions, imputables, au sein de l'établissement ou du service, à chacune des prestations prises en charge par l'État
- l'acceptation des dons et legs
- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé
- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État
- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

#### V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
- Financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil
- Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

#### VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable
- Notification des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté
- Signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la Commission Départementale des Aides Publiques au Logement (CDAPL) :
- Procès-verbal des délibérations
- Notification des décisions de maintien et de suspension d'APL (secteurs locatifs et accessions)
- Notification des décisions prises par la CDAPL en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs
- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique, Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.

#### VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile
- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

#### VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat des conseils de famille
- Exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
- Autorisation d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale
- Fixation de l'ordre du jour
- Convocations
- Notifications des décisions
- Notification des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.

#### IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

#### X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale
- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
- Gestion du REAAP
- Médiation familiale et conseil familial.

#### XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement
- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)
- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs
- Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.

#### XII. Politique sportive

- Décisions d'agrément des associations sportives
- Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984
- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

Article 2 : M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- Les requêtes et mémoires dans le contentieux de la tarification sanitaire et sociale
- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil
- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative
- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat

- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Les décisions d'agrément des associations sportives
- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activité physique ou sportive
- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du N° 09.BMSSE.96 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à Mme Catherine CROISET, directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative de Lorraine, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

#### Arrêté N° 10.BMSSE.03 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU les lois N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du premier ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
	<b>1 – ADMINISTRATION GENERALE</b>	
	<b>a) Personnel de l'Etat</b>	
	<i>* Recrutement</i>	
A1 a1	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacation à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié
A1 a2	<i>* Nomination - Affectation – Mutation</i> Nomination des : - Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, - Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, - Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a3	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : - Tous les fonctionnaires de catégories C et B, - Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, - Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a4	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a5	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a6	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984

A1 a7	<p><i>* Gestion</i></p> <p>Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir :            Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon,            Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes,            Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.</p>	<p>Loi n° 84.16            du 11 janvier 1984 modifiée            Art. 55, 56, 57, 58            Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1</p>
A1 a8	<p>Gestion des :            Agents d'exploitation,            Chefs d'équipe d'exploitation des TPE,            Conducteurs des TPE,            A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique,            Avancement des conducteurs principaux des TPE,            Notation.</p>	<p>Décret n° 66.900 - Art. 14            du 18 novembre 1966 modifié            Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié</p>
A1 a9	<p>Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.</p>	<p>Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié            Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1            Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992</p>
A1 a10	<p>Notation des agents</p>	
A1 a11	<p>Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.</p>	<p>Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984</p>
A1 a12	<p>Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.</p>	<p>Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001</p>
A1 a13	<p>Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.</p>	<p>Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984            Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié            Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2            Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4</p>
A1 a14	<p>Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.</p>	<p>Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8</p>
A1 a15	<p><i>* Positions</i>  <u>1 – Détachement</u>            Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour :            Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs,            Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.            Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).</p>	<p>Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée            Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié            Art. 14.10, 44 à 46            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6            Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié            Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005            Arrêté ministériel du 16 mars 2007</p>
A1 a16	<p><u>2 – Disponibilité</u>            L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires :            A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie,            Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave,            Pour élever un enfant de moins de huit ans,            Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne,            Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.</p>	<p>Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié            Art. 43 et 47            Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6</p>
A1 a17	<p>L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.</p>	<p>Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966            Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié            Art. 7.1 et 17.1            Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6</p>
A1 a18	<p><u>3 – Congés</u>            L'octroi :            Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption,            Des congés annuels,            Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire,            Du congé de présence parentale.</p>	<p>Décret n° 86.351            du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1            Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié            Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11            Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006</p>
A1 a19	<p>L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.</p>	<p>Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989            Art. 1.2 à 1.5            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9</p>
A1 a20	<p>L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.</p>	
A1 a21	<p>L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.</p>	
A1 a22	<p>L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.</p>	
A1 a23	<p>L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.</p>	
A1 a24	<p><u>4 – Temps partiel</u>            L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.</p>	<p>Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié            Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10            Arrêté du 02 octobre 1989 Art. 1.5</p>
A1 a25	<p><u>5 – Réintégration</u>            Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants :            Au terme d'une période de travail à temps partiel,            Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie,            Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.</p>	<p>Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7</p>
A1 a26	<p><i>* Autorisations Spéciales d'Absence</i>            Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour :            L'exercice du droit syndical dans la fonction publique,</p>	<p>Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié            Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié            Art. 1.2 et 1.3            Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10</p>

	La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	
A1 a27	<i>* Autorisations Extra-professionnelles</i> Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
A1 a28	<i>* Accidents</i> Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a29	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
A1 a30	<i>* Sanctions Disciplinaires</i> Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
A1 a31	<i>* Maintien en Poste</i> Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
A1 a32	<i>* Nouvelle Bonification Indiciaire</i> Arrêtés définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a33	Arrêtés individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
A1 a34	<i>* Missions</i> Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986
A1 a35	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a36	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules de service.	Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a37	Etablissement des autorisations de conduire les véhicules personnels pour les besoins du service.	Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006
A1 a38	<i>* Concessions de logement</i> sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A2 a1	<u>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u> <u>a) Exploitation du réseau routier national</u> Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 a2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968
A2 a3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 a4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 a5	Les autorisations spéciales de circulation sur les autoroutes concédées.	R.432-7 Code de la route
A2 b1	<u>b) BEPECASER</u> Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes. Présidence du jury et traitement de toute correspondance en provenance des centres de formation des candidats	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
A2 c1	<u>c) ECOLES DE CONDUITE</u> Etablissement des conventions Etat/écoles de conduite permis à 1€ par jour	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A2 c2	Délivrance des agréments des écoles de conduite	
A2 c3	Attribution des places d'examen aux écoles de conduite	
A2 c4	Traitement de toute correspondance en provenance des écoles de conduite et des candidats	
A3 a1	<u>3 - ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</u> Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
A4 a1	<u>4 - CONSTRUCTIONS</u> <u>a) Logement</u> Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a6	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	Circulaire n° 99.02 du 12 Janvier 1999
A4 b1	<u>b) H.L.M.</u>	Code de la construction et de l'habitation

	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.8 Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation – Art. R.323.6
A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b
A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 Novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Circulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
A5 a1	<b>5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME</b> <b>a) Documents d'urbanisme</b> Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L 121-1 et R 121-1
A5 a2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés.	Code de l'urbanisme article L 123-7
A5 a3	(Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme article L 126-1
A5 b1	Mise à jour des PLU-servitudes <b>b) Constructions, aménagements et démolitions</b> Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	Code de l'urbanisme articles L 111-7 et s et L 123-6 et s
A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU, une carte communale ou un document d'urbanisme	Code de l'urbanisme article L 422-5
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	Code de l'urbanisme article R 111-20
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R 423-38



A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire	Code de l'urbanisme articles R 442-15 et R 442-16
A5 c1	<u>c) certificat d'urbanisme</u> Délivrance des certificats d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles L 410-1 et s et R 410-6
A5 d1	<u>d ) Infractions</u> Avis au titre de l'article L480-5 et avis au Parquet	Art L 480-5, R 480.4 – code de l'urbanisme
A5 g1	<u>g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive</u> Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme article L332-6
A5 h1	<u>h) AFU</u> ensemble des actes de procédure à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête et de remembrement	Code de l'urbanisme articles L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40
A5 i1	<u>i) Publicités, enseignes, pré-enseignes</u> Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement Art. L.581.6 Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A6 a1	<u>6 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL</u> Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A6 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A6 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A6 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A6 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
A7 a1	<u>7 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR</u> Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30
A7 a2	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié
A8 a1	<u>8 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE</u> Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A8 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A8 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
A9 a1	<u>9 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT</u> Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Code de l'urbanisme Art. R.421.1.1 Art. R.410.1
A9 a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	
A10 a1	<u>10 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE</u> Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	Circulaire METL N° 98.56 du 18 février 1998
A11 a 1	<u>11 – PARTICIPATION A L'INSTRUCTION DES DOSSIERS FINANCES PAR DES FONDS EUROPEENS ET NATIONAUX (FERDER – FNADT – FRED ...°</u> Signature des avis techniques sollicités par les services instructeurs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.	
A11 a 2	Signature des certificats de service fait.	

Article 2 : Délégation de signature est donnée Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

#### Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole, d'aménagement foncier, de forêt et de chasse

100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation et organisation des contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage) ;

101 – décisions individuelles et organisation des contrôles au titre de la conditionnalité des aides directes, des indemnités compensatoires, des aides liées aux engagements agro-environnementaux et au boisement des terres agricoles ;

102 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité ;

103 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés et organisation des contrôles ;

104 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation et organisation des contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant des règlements de développement rural ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994) ;

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié et organisation des contrôles ;

106 – attribution des aides à l'installation et organisation des contrôles, agrément et modification des PI (plans d'investissement), des études prévisionnelles d'installation et des plans de développement de l'exploitation ;

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière ;

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique ;

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural) ;

110 – engagement et mise en paiement des indemnités aux organismes intervenant dans le plan de professionnalisation personnalisé, agrément et validation du plan de professionnalisation personnalisé (articles D 343-4 du code rural), décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires concernant les stages individuels et décisions d'agrément des maîtres de stage ;

111 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois ;

112 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles ;

113 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;

114 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

115 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

116 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

117 – décisions d'attribution, liquidation et organisation des contrôles des dossiers d'aide concernant les investissements forestiers ;

118 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

119 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier de l'Agence de services et de paiement (ASP) ;

120 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats NATURA 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

121 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier ;

122 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.

123 – décisions intervenant suite aux contrôles pour la rubrique 100 ;

124 – décisions intervenant suite aux contrôles pour les rubriques 101, 103, 104, 105, 106, 112, 113 et 117.

#### Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau pour les domaines définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;

202 – récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDT ou SNNE.

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

- arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire,

- des arrêtés d'opposition à déclaration.

212 – demandes de régularisation de dossiers des installations, ouvrages, travaux et activités déclarés ou autorisés en application d'une législation ou réglementation relative à l'eau antérieure au 4 janvier 1992 ou concernant des installations ou ouvrages fondés en titre, qui relèvent au titre de la police de l'eau, de l'article L 214-6 II du Code de l'Environnement,

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

230 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

240 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDT, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers.

Article 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de l'ouvèterie),
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Article 4 : M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :

- les mesures de licenciements,
- les sanctions disciplinaires,
- le recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment soumises aux obligations de défense,
- la délivrance des agréments des écoles de conduite,
- la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école,
- les agréments techniques, financiers et administratifs et la signature des contrats NATURA 2000.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires.
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5) au président du conseil général,
  - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

Article 7 : L'arrêté préfectoral du N° 09.BMSSE.91 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet  
Dominique BELLION

---

**Arrêté N°10.BMSSE.04 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code rural modifié ;  
VU le Code de la santé publique modifié ;  
VU le Code de l'environnement ;  
VU le Code de la consommation ;  
VU le Code du commerce ;  
VU le Code du tourisme ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
VU le décret n° 85-1152 du 5 novembre 1985 portant création d'une direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'économie, des finances et du budget ;  
VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions ;  
VU le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON dans les fonctions de directrice départementale de la protection des populations ;  
VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

Administration générale :

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;
- les décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la direction départementale de la protection des populations
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6, R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement.

Décisions individuelles dans les domaines suivants :

**1) Santé animale :**

- délivrance du mandant sanitaire (articles L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (articles R223-20 du Code Rural) ;
- mises en demeure prononcées en vertu de l'article L215-9 du Code Rural ;
- toute décision concourant à la prévention de la lutte contre les maladies visées aux articles D223-21, D223-1 du Code Rural.
- fixation du montant d'estimation des cheptels (arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration).

**2) Reproduction animale :**

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine) ;
- agrément sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines).

**3) Protection animale :**

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;
- expérimentation animale ;
- remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
- octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)

- recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
- octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)
- transport des animaux :
- mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
- délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural.

#### 4) Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
- agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- mises en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (article L233-3 du Code Rural)
- octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires).

#### 5) Hygiène alimentaire :

- consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural)
- dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2)
- attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article D224-64 du Code Rural)
- octroi de la patente vétérinaire et médicale (article D224-64 du Code Rural)
- suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (article D 224 65 du code rural)
- autorisation de sortie de matériaux à risque spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages).

#### 6) Pharmacie vétérinaire :

- agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5143-2).

#### 7) Alimentation animale :

- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)
- agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (articles 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale).

#### 8) Désinfection :

- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)
- ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)
- interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural).

#### 9) Protection de la nature :

- délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
- autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)
- autorisation de transport (arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil Européen et (CE) n° 939/97 de la Commission Européenne).

#### 10) Echanges internationaux :

- agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (articles L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)
- enregistrement des opérateurs (articles L236-8 du Code Rural et 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre état membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)
- agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural).

#### 11) Répression des fraudes :

- fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-3 du Code de la consommation)
- suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-4 du Code de la consommation)
- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé (article L.218-5 du Code de la consommation)
- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat (article L.218-5-1 du Code de la consommation)
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable (article L.218-5-2 du Code de la consommation).

#### 12) Laboratoires d'analyses :

- délivrance de la reconnaissance des laboratoires d'analyses dans le domaine alimentaire et vétérinaire (article R202-23 du Code Rural).
- Article 2 : Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs à l'exception de :
- mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
  - suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
  - autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (articles 4136-7, R413-18 et R413-21 du Code de l'environnement)
  - fermeture de tout ou partie d'un établissement ou à l'arrêt d'une ou de plusieurs de ses activités dans le cas de produits présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-3 du Code de la consommation)
  - suspension de la mise sur le marché, au retrait, au rappel et à la destruction d'un lot de produits présentant ou susceptible de présenter un danger pour la santé publique ou la sécurité des consommateurs (article L.218-4 du Code de la consommation)

- mise en conformité impossible d'un lot non conforme à la réglementation en vigueur : utilisation à d'autres fins, réexpédition vers le pays d'origine ou destruction des marchandises dans un délai fixé (article L.218-5 du Code de la consommation)
- mise en conformité, dans un délai fixé d'une prestation de services non conforme à la réglementation en vigueur et à la suspension d'une prestation de services en cas de danger grave ou immédiat (article L.218-5-1 du Code de la consommation)
- injonction de faire procéder, dans un délai fixé, à des contrôles par un organisme indépendant et en cas de non réalisation du contrôle prescrit, réaliser d'office de ce contrôle, en lieu et place du responsable (article L.218-5-2 du Code de la consommation).

Article 3 : Demeurent réservées à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
  - 5) au président du Conseil Général,
  - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté N° 09.BMSSE.93 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Yves CHOLLET, directeur départemental des services vétérinaires, et l'arrêté N° 09.BMSSE.101 accordant délégation de signature à M. Joël HERMANT, directeur interrégional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Lorraine sont abrogés.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

#### **Arrêté N°10.BMSSE.05 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;  
 VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
 VU le code du domaine de l'État ;  
 VU le code de la voirie routière ;  
 VU le code minier ;  
 VU le code de la route ;  
 VU le code général de la propriété des personnes publiques ;  
 VU le code de l'environnement ;  
 VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;  
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives et individuelles ;  
 VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code minier,  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 VU le décret n° 2006-603 du 23 mai 2006 relatif aux certificats d'économie d'énergie ;  
 VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines susvisé et des stockages souterrains ;  
 VU le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;  
 VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION Préfet de Meurthe et Moselle ;  
 VU l'arrêté ministériel du 28 juillet 2005 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;  
 VU l'arrêté ministériel du 28 mai 1997 soumettant à autorisation la détention et l'utilisation sur le territoire national d'ivoire d'éléphant par des fabricants ou des restaurateurs d'objets qui en sont composés et fixant des dispositions relatives à la commercialisation des spécimens ;  
 VU l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant la liste des tortues marines protégées sur le territoire national et les modalités de leur protection ;  
 VU l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du conseil européen et (CE) n° 939/97 de la commission européenne ;  
 VU l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine  
 VU la circulaire du 30 novembre 2006 portant réorganisation des services routiers de l'État ;  
 VU la circulaire ministérielle n° 07 1945 du 11 juillet 2007 portant publication du règlement 1013/2006 relatif au transfert de déchets, et notamment son 5ème alinéa sollicitant la délégation aux DIRE de l'instruction des notifications relatives aux transferts transfrontaliers de déchets ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle

#### **ARRETE**

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, à effet de signer l'ensemble des actes et décisions et plus généralement tous les documents relevant de ses attributions et compétences de caractère départemental pour le département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines d'activités énumérées ci-dessous :

1 - développement industriel et technologique (jusqu'à octroi de délégation de signature au Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Lorraine) :

application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 ;

2 – métrologie (jusqu'à octroi de délégation de signature au Directeur régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Lorraine) :

dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :

approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3ème alinéa) ;

approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3ème alinéa) ;

- agrément du système d'assurance Qualité des organismes de contrôle (article 37-2ème alinéa) ;

- dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41).

- agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1er mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;

- attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1er mars 1990) ;
- agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;
- agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;
- décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1er juillet 1976, article 14) ;
- décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976).
- agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques articles 4 et 5) ;
- retrait ou suspension d'agrément (article 39 du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001)

### 3 - mines et sécurité dans les carrières :

- mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;
- gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;
- application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

### 4 – explosifs :

- décisions d'autorisation d'utilisation dès réception ;
- autorisation d'exploitation de dépôts mobiles d'explosifs.

### 5 – équipements sous pression de vapeur ou de gaz :

- enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;
- décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926 et l'arrêté du 23 juillet 1943 ;
- dérogation à l'application de la réglementation des appareils à pression ;
- décision d'autorisation d'effectuer en autosurveillance l'épreuve ou la ré-épreuve d'équipements sous pression ;
- dispense d'épreuve ou de renouvellement d'épreuve hydraulique ;
- prescription d'épreuve hydraulique par anticipation ;
- autorisation de report d'épreuve sur le lieu d'emploi ;
- autorisation d'épreuve chez un constructeur étranger ;
- décision de sursis à épreuve périodique ;
- autorisation de modification de la pression d'épreuve ;
- contrôle, surveillance et aménagements aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 1982 relatif aux canalisations de transport de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée ;
- accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;
- autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;
- autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;
- prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;
- agrément de bouteilles d'acétylène ;
- agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;
- décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;
- surveillance des opérations de contrôle qui peuvent être confiées en tout ou partie à des organismes indépendants habilités à cet effet ;
- reconnaissance d'un service inspection et autorisation de l'exécution de tout ou partie des opérations de contrôle prévues à l'article 18 du décret du 13 décembre 1999 ;
- prescription d'une requalification périodique anticipée dans des conditions fixées en cas de suspicion quant au bon état d'un équipement sous pression ;
- autorisation de la modification de l'état des lieux et des installations intéressées par un accident ;
- transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident ;
- détermination de conditions particulières d'application des dispositions du titre III du décret du 13 décembre 1999 et de l'arrêté du 15 mars 2000 pris pour son application sur demande motivée d'un exploitant d'un équipement sous pression ;
- autorisation de mise sur le marché et mise en service d'équipements sous pression ou d'ensembles individuels sans qu'ils aient fait l'objet de la procédure d'évaluation de la conformité prévue à l'article 5 du décret du 13 décembre 1999, lorsque l'utilisation de l'équipement sous pression ou de l'ensemble est dans l'intérêt de l'expérimentation ;
- mise en demeure de régulariser la situation d'un équipement sous pression exploité en méconnaissance des règles mentionnées à l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 ;
- envoi des récépissés de déclaration de mise en service ;
- réalisation du contrôle de mise en service ;
- sursis de requalification périodique pour une durée déterminée ;
- réalisation de tout ou partie des opérations que comporte la requalification périodique ;
- réalisation du contrôle après réparation ou modification ;
- récusation de la personne ayant procédé à une inspection périodique lorsque celle-ci ne satisfait pas aux exigences du troisième alinéa du § 1 de l'article 10 ;
- aménagements à l'intervalle entre inspections périodiques ;
- dispense de vérification intérieure ;
- aménagements aux vérifications de l'inspection périodique ;
- réalisation de l'inspection périodique des récipients à couvercle amovible à fermeture rapide ;
- réalisation de l'inspection périodique des générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente ;
- aménagements aux intervalles entre deux requalifications périodiques ;
- aménagements aux opérations d'inspection de la requalification périodique ;
- réalisation des opérations de requalifications périodiques ;
- aménagements à l'obligation d'enlèvement des revêtements des dispositifs d'isolation thermique ou des garnissages préalablement à la requalification périodique d'un équipement sous pression ;
- réalisation du contrôle après réparation ou modification suite à une intervention notable ;
- désignation d'expert chargé du contrôle des épreuves des appareils à pression de gaz ;
- délégation d'organisme habilité pour la surveillance des épreuves des appareils à pression de vapeur ;
- décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables) ;
- surveillance pour le contrôle périodique des équipements transportables existants construits conformément au décret du 18 janvier 1943 et des citernes existantes, qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité ;
- surveillance des opérations de contrôle après réparation ou modification qui n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation de leur conformité ;
- mise en demeure de l'exploitant de régulariser sa situation pour les équipements sous pression transportables exploités en méconnaissance des règles, mentionnées aux articles 12 et 13 du décret du 3 mai 2001, interdictions d'utiliser ces équipements, décisions de retraits de ceux-ci ;
- transmission au ministère des rapports d'enquête en cas d'accident.

6 - Canalisations :

- autorisation et renonciation des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;
- autorisation et renonciation de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;
- autorisation et renonciation des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;
- surveillance, contrôle et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

7 - Véhicules et transport routier :

- réception et homologation des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques,
- réceptions des citernes de transports de matières dangereuses,
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes,
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
- délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route,
- surveillance des centres de contrôles techniques de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant,
- surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

8 – Environnement industriel

- validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre,
- autorisation de transfert transfrontaliers de déchets en application du règlement européen 1013-2006 du 14 juin 2006 modifié.

9 – Evaluation environnementale des projets

- information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement),
- saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base,
- formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement,
- transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

10 – Energie

- décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz,
- délivrance des certificats d'économie d'énergie,
- délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

11 – Protection des espèces

- décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé,
- décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées,
- décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants,
- décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées,
- décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
- décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés,
- décisions relatives au transport des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement,
- décisions relatives à l'autorisation de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser les inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L 411-5 du code de l'environnement.

Article 2 : Sont explicitement exclues de la présente délégation les actes et décisions qui :

- mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ;
- font intervenir une procédure d'enquête publique,
- relèvent de l'application des dispositions du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
  - 5) au président du Conseil Général,
  - 6) au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.109 du 27 juillet 2010 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine et l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.110 du 27 juillet 2010 accordant délégation de signature à M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, sont abrogés.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Alain LIGER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Lorraine, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté N°10.OSD.01 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;  
VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;  
VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés ;  
VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;  
VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement départemental du 18 juin 2009 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est accordée à M. MICHEL MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

BUDGET DU MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (CODE 23)

Mission Écologie, Développement et Aménagement Durables

- programme 113 : Urbanisme, Paysages, Eau et Biodiversité (UPEB)
- programme 174 : Énergie et Après-mines (EAM)
- programme 181 : Prévention des Risques (PR)
- programme 203 : Infrastructures et services de transports (IST)
- programme 207 : Sécurité et Circulation Routières (SCR)
- programme 217 : Conduite et Pilotage des Politiques de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (CPPEEDDM)

Mission Politique des territoires

- programme 112 : Impulsion et Coordination de la Politique d'Aménagement du Territoire (ICPAT)

Mission Ville et logement

- programme 109 : Aide à l'Accès au Logement (AAL)
- programme 135 : Développement et Amélioration de l'Offre au Logement (DAOL)
- programme 177 : Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables (PEIPV)

Mission Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- programme 751 : Radars

Compte non doté de crédit

- compte 908 : Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement (compte de commerce du parc de l'équipement)

BUDGET DU MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA VILLE (CODE 36)

Mission Ville et logement

- programme 147 : Politique de la Ville (PV)

BUDGET DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES SPORTS (CODE 35)

Mission Sport, jeunesse et vie associative

- programme 210 : Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative
- programme 219 : Sport

BUDGET DU MINISTERE DE LA DEFENSE (CODE 70)

Mission Défense

- programme 146 : Équipement des forces
- programme 178 : Préparation et emploi des forces
- programme 212 : Soutien de la politique de la défense

BUDGET DU MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA FONCTION PUBLIQUE (CODE 07)

Mission Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- programme 722 : Contribution aux dépenses immobilières

Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines

- programme 309 : Entretien des bâtiments de l'État

BUDGET DU MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE (CODE 03)

Mission Enseignement scolaire

- programme 143 : Enseignement technique agricole

Mission Agriculture, pêche alimentation, forêt et affaires rurales

- programme 149 : Forêt
- programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
- programme 215 : Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement..

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.



Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

#### **DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Article 6 : Délégation de signature est accordée à M. MICHEL MARTY, directeur départemental des territoires, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental des territoires pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental des territoires, dans la limite des seuils prévus à l'article 6, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : M. le directeur départemental des territoires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental des territoires peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux, M. le directeur départemental des territoires peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

S'agissant d'actes engageant les crédits de l'État par consommation des autorisations d'engagement cette subdélégation est accordée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 4.

Article 10 : l'arrêté 09.OSD.28 du 27 juillet 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur à M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture est abrogé.

Article 11 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet  
Dominique BELLION

#### **Arrêté N°10.OSD.02 du 20 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU les décrets n°98-81 du 11 février 1998 et 99-89 du 8 février 1999 relatifs aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret n°2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n°2009-176 du 16 février 2009 modifiant le décret n°64-805 du 29 juillet 1964 fixant les dispositions réglementaires applicables aux préfets modifié et le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe et Moselle ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du premier ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Mme Catherine BOURGUIGNON directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

#### **A R R E T E**

##### **Section I : en qualité de responsable d'unité opérationnelle**

Article 2 : Délégation est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations en sa qualité de responsable d'unité opérationnelle :

1 – pour l'ordonnancement des crédits (engagement, liquidation, mandatement) des programmes suivants :

134 : développement des entreprises et de l'emploi

206 : sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation

2 – pour les recettes relatives à l'activité de son service ;

Délégation est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat (engagement, liquidation, mandatement) imputés au titre des programmes susvisés.

Article 3 : Demeurent réservés à ma signature les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local en matière d'engagement de dépenses.

Article 4 : Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire me sera adressé trimestriellement ainsi qu'une copie des comptes-rendus adressés aux responsables des budgets opérationnels de programme dont relèvent les unités opérationnelles sus-visées.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine BOURGUIGNON pour les décisions relatives à la prescription quadriennale des créances sur l'Etat dans les conditions fixées par les décrets n°98-81 du 11 février 1998 et 99-89 du 8 février 1999

#### **Section II : en qualité de pouvoir adjudicateur**

Article 6 : Pour les marchés relevant de la Direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle, la détermination des besoins à satisfaire prévue à l'article 5 du code des marchés publics d'une part, et le mode de computation des marchés au regard des seuils d'autre part s'effectuent au niveau de ce service. Les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Article 7 : Délégation de signature est accordée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés au premier article du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 4 845 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 8 : Délégation de signature est également à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 9 : Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000 € HT en matière de travaux pour lesquels elle assume la fonction de pouvoir adjudicateur à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 € HT en matière de travaux à Mme Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la direction de la protection des population peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : Pour l'ensemble des compétences susvisées, Mme Catherine BOURGUIGNON peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité, hormis les exceptions prévues à l'article 9.

Les décisions de subdélégation qui me seront adressées ainsi qu'au trésorier payeur général viseront nominativement les agents intéressés. Elles seront notifiées à ces derniers et publiées au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle et le trésorier-payeur-général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 janvier 2010

Le Préfet  
Dominique BELLION

